



## FAITS MARQUANTS DU FPHN 2015: MERCREDI, 1 JUILLET 2015

L'édition 2015 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), s'est poursuivie mercredi 1er juillet. Des dialogues modérés se sont penchés sur les thèmes: « La Voie à suivre de SAMOA – transformer la vision en action »; « En contact avec le monde – communiquer sur le programme »; et « En contact avec le monde – la formation et l'apprentissage pour le développement durable ».

### « LA VOIE A SUIVRE DE SAMOA – TRANSFORMER LA VISION EN ACTION »

Le Président de l'ECOSOC Martin Sajdik, Autriche, il a donné la bienvenue aux délégués à la discussion, en affirmant que le FPHN est chargé d'examiner la mise en œuvre de la Voie à suivre de SAMOA.

Le Modérateur Ronald Jumeau, Ambassadeur au changement climatique et aux questions relatives aux PEID, des Seychelles, a indiqué la conviction des PEID que des partenariats solides et astucieux sont essentiels pour leur permettre de parvenir un développement durable.

Azeema Adam, Gouverneur de l'Autorité monétaire des Maldives, il a évoqué les difficultés qu'affrontent les PEID en matière de développement durable, y compris un manque de financement des infrastructures et des difficultés relatives à la collecte de données dans le cadre des obligations internationales.

Ali'ioaiga Feturi Elisaia, représentant permanent de ce moi ose aux Nations unies, a réitéré l'importance de diffuser le message des PEID d'une voix claire est forte dans les processus pertinents, y compris la FdD3, le programme de développement pour l'après 2015 et les négociations sur le changement climatique, afin d'accélérer la mise en avant de la Voie à suivre de SAMOA. Il a suggéré de tenir des dialogues de partenariat pour les PEID plutôt que des journées des PEID, afin de renforcer et de créer de nouveaux partenariats au lieu de se limiter « à échanger des points de vue ».

Andrew Downes, Vice-Chancelier de l'Université des Antilles occidentales, à la Barbade, a noté que le secteur de l'éducation supérieure a un rôle important à jouer pour affronter les difficultés qui se posent aux PEID, telles que les taux déclinants de croissance économique, les coûts élevés de l'énergie et les transports, et les vulnérabilités spécifiques dont celles liées au changement climatique. Il a estimé qu'à travers la formation, et la création et le partage de connaissances, entre autres, les universités et les collèges peuvent contribuer de façon significative à la mise en œuvre de la Voie à suivre de SAMOA.

Ben Glass, Président directeur général d'Altaeros Energies, a souligné l'adéquation naturelle des nouvelles entreprises créées autour d'une mission, et des petites et moyennes entreprises, pour traiter les défis uniques qui se posent aux PEID. Soutenant la proposition d'un réseau mondial d'entreprises pour les

PEID, il a estimé qu'un tel réseau est une bonne opportunité de connecter les entreprises partout dans le monde pour qu'elles fournissent des solutions rentables.

L'Intervenant Gustavo Fonseca, du FEM, il a exprimé l'engagement permanent du FEM vis-à-vis des impératifs des PEID, en soulignant l'importance des partenariats pour soutenir la mise en œuvre de la Voie à suivre de SAMOA. Pour atteindre les ODD, il a estimé important d'identifier les lacunes en matière de partenariats, d'intégrer la Voie à suivre de SAMOA dans le programme de développement pour l'après 2015, et d'harmoniser, entre autres, des modalités et les indicateurs.

Florence Pignolet-Tardan, du Réseau de gouvernements régionaux pour le développement durable, La Réunion, France, a souligné la valeur de la coopération et des échanges régionaux, en suggérant la mise en place d'organes régionaux aptes à examiner les actions du niveau pays. Elle a par ailleurs décrit l'importance d'examiner ce que l'on entend par progrès accomplis et le besoin adopter des approches axées sur les êtres humains.

Dans la discussion qui a suivi, les participants ont estimé que le FPHN devrait être un forum pour l'examen et le suivi du Programme d'action de la Barbade, de la Stratégie de Maurice pour la mise en œuvre et de la Voie à suivre de SAMOA, pour examiner les lacunes et pour tenir les engagements pris. Ils ont également demandé instamment une évaluation de l'impact et de l'efficacité des partenariats.

Les délégués ont également abordé: les PEID comme cas particulier du développement durable; des partenariats concrets et durables bâtis sur la confiance et la responsabilité; un forum des PEID au sein du Groupe d'Etats Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP); et l'intégration des politiques relatives au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophes.

Les délégués ont par ailleurs évoqué: le potentiel des événements mondiaux en tant qu'opportunités pour sensibiliser au sujet de la gravité des problèmes qu'affrontent les PEID; le besoin pour les PEID d'accéder aux financements; l'importance d'intégrer les énergies renouvelables et la gestion des ressources naturelles dans les PEID au sein du programme de développement pour l'après 2015; développer l'état de préparation des PEID face aux catastrophes, leur gestion des risques, et leur capacité de résilience face aux changements climatiques; le programme de partenariat de Green Bridge; le besoin d'un accord équitable et ambitieux pour les générations futures; le besoin de renforcer la coopération régionale; le renforcement des capacités des enfants et des jeunes; et la façon d'éviter le « piège du revenu intermédiaire » qui menace de nombreux PEID.

### « EN CONTACT AVEC LE MONDE – COMMUNIQUER SUR LE PROGRAMME »

Le Vice-Président de l'ECOSOC Oh Joon, République de Corée, a ouvert cette session en affirmant que le programme le développement de l'après 2015 doit être communiqué de façon à inspirer et à donner de l'espoir « à tous les modes de vie et à toutes les créatures dans tous les pays ».

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé par Olivia Freeman, Sandra Gagnon, Ph.D., Kate Louw et Anna Schulz. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du Bulletin sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Direction du développement et de la coopération (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au Bulletin, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du Bulletin en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du ENB présent au FPHN 2015 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anna@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

La Modératrice Cristina Gallach, Sous-secrétaire générale aux communications et à l'information publique, a décrit le rôle du Département d'information publique des Nations unies dans la diffusion du programme de développement pour l'après 2015, en présentant une courte vidéo montrant les options à disposition. Elle a expliqué qu'il s'agit d'une opération multilingue sur plusieurs canaux d'information, qui engage des célébrités et des figures charismatiques de la société civile pour diffuser les messages.

Francis Lorenzo, Président honoraire de South South News, a souligné l'importance de tirer les leçons du passé pour communiquer le programme à l'avenir. Il a souligné l'importance des médias de ce point de vue, et le besoin de renforcer les capacités pour que les journalistes disposent des outils nécessaires pour entreprendre cette tâche et assurer une homogénéité du message.

Grammenos Mastrojeni, du Ministère italien des affaires étrangères, a appelé à utiliser les interconnexions entre les ODD pour communiquer sur la façon dont ils concernent les individus et leurs communautés. Il a souligné que ce programme complexe peut-être rendu simple en communiquant efficacement que « ce qui est bon pour moi est bon pour la planète, et ce qui est bon pour la planète est bon pour moi ».

Mitchell Toomey, Directeur de la Campagne du Millénaire, il a évoqué les expériences passées d'engagement de la communauté mondiale à partir du niveau citoyen dans le cadre la Campagne du Millénaire. Il a souligné la combinaison d'un engagement direct de la société civile et d'outils multimédia pour générer une communication à double sens sur les questions mondiales au niveau local.

Signalant la concurrence constante sur le temps d'antenne, David Droga, Fondateur de Droga5, il a estimé que les audits des médias doivent être rendus intéressants et tangibles pour le public. Il a mis en exergue des moyens de créer une connexion émotionnelle et de rallier les peuples, en notant que la puissance de certaines campagnes publicitaires, comme celle du défi du sceau de glace d'ALS, peut changer les modes narratifs.

Edith Lederer, d'Associated Press, a estimé que, malgré l'ampleur et la complexité du programme de développement pour l'après 2015, la partie la plus difficile à vendre est encore le nom des ODD. Elle a instamment prié les délégués de raconter une histoire que les personnes ordinaires puissent vraiment comprendre, en affirmant que ces 17 objectifs et 169 cibles seront « très difficile à vendre ».

L'Intervenante Maria Melinda Ando, du Centre de recherche et de ressources de l'Asie-Pacifique pour les femmes, s'exprimant au nom du Grand groupe des FEMMES, a souligné le besoin de transparence, de responsabilisation et d'accès à l'information, et notamment d'accès à internet pour les 4 milliards de personnes qui sont encore hors-ligne dans le monde en développement. Elle a également souligné l'importance de l'équité de genre, de l'inclusion, de la participation, et du consentement libre, préalable et en connaissance de cause.

Mary-Jane Ncube, de Transparency International Zimbabwe, a souligné l'importance d'une communication en des termes simples de façon à ce qu'elle soit compréhensible par tous les groupes. Elle a souligné qu'il faut établir le contact avec la jeunesse, car c'est le groupe qui sera le plus apte à exiger la transparence et la responsabilité de ses leaders.

Dans la discussion qui a suivi, les délégués ont abordé: un « reconditionnement » des ODD; mettre l'accent sur les interconnexions entre les ODD; reconnaître que la « marque globale » n'est pas applicable au niveau local; utiliser la communication comme outil d'inclusion et de transparence; communiquer un message conjoint qui pourrait inclure de présenter les ODD comme rentables, comme sources d'inspiration, et comme quelque chose qui doit être mis en œuvre de façon progressive; utiliser les réseaux sociaux comme moyen de communication, notamment pour atteindre les jeunes; utiliser la communication pour maintenir une participation au FPHN sur les 15 prochaines années; souligner la réussite de l'accord sur les ODD entre 193 États; communiquer sur les ODD de façon efficace, et non pas simplement sur le programme; et reconnaître l'importance d'une appropriation locale et nationale de la communication pour changer les mentalités.

La discussion a également mis en lumière que le programme devrait être intégral et compréhensible pour la jeunesse de tous les milieux, et inclus dans les programmes scolaires, et a souligné l'importance des campagnes de terrain.

A la clôture de la session, les intervenants ont affirmé que le programme de développement pour l'après 2015 est un programme pour les peuples et que les gouvernements doivent trouver des façons de le transformer en dialogues locaux. Ils ont également indiqué qu'il faut provoquer une réaction en chaîne en matière de participation.

### « EN CONTACT AVEC LE MONDE – LA FORMATION ET L'APPRENTISSAGE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE »

Le Président de l'ECOSOC Sadjik il a ouvert la session en indiquant que la formation, l'apprentissage et l'éducation devraient assurer que toute action ou décision soit éclairée, fondée sur des preuves scientifiques et le reflet des trois dimensions du développement durable.

Le Modérateur Jafar Javan, Directeur de l'Université du personnel du système des Nations Unies, a signalé l'opportunité d'approfondir la compréhension des rôles respectifs de l'éducation et de la formation. Il a estimé que la session devrait se pencher sur les moyens d'assurer que les institutions de formation aient la capacité de sensibiliser au sujet du développement durable, et sur la façon dont l'apprentissage interdisciplinaire peut contribuer à la mise en œuvre des ODD.

Hans Winkler, Directeur de l'Académie diplomatique de Vienne, Autriche, a décrit que le programme scolaire de l'institution. Il a noté l'importance du contact avec les législateurs et les parlements, ainsi qu'avec les militants, et l'importance de trouver le bon équilibre entre une base académique solide et des compétences pratiques.

Romain Murenzi, Directeur exécutif de la World Academy of Sciences, a signalé que les institutions de formation scientifique dans les pays en développement et dans les PMA n'ont pas l'équipement approprié pour soutenir la mise en œuvre du programme de développement pour l'après 2015.

Marianne Beisheim, de Stiftung Wissenschaft und Politik, Allemagne, a décrit le rôle des partenariats dans la mise en œuvre du programme de développement pour l'après 2015, en indiquant que ceux-ci doivent être ascendants, axés sur les besoins, et engagés avec les communautés locales « dès le début ».

Les discussions qui ont suivi ont porté sur: la promotion de l'apprentissage et de la formation à travers des partenariats; reconnaître l'importance de l'accès à l'éducation; soutenir l'éducation tertiaire à travers la coopération Sud-Sud; utiliser l'éducation informelle; relier les programmes de formation à la création d'emplois verts, notamment pour les jeunes; recommander l'utilisation du forum de l'ECOSOC pour élaborer les critères des partenariats; et maintenir la formation et l'apprentissage dans le programme. Par ailleurs, les discussions ont porté sur le rôle du FPHN, notamment: l'examen des partenariats; la promotion du partage d'expériences; et la fourniture de formation pour les partenariats.

### DANS LES COULOIRS

La session de mercredi matin sur les PEID comptait la présence de plusieurs figures phares des PEID, qui s'apprêtaient à discuter des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Voie à suivre de SAMOA. L'espoir était qu'en plus d'évaluer les progrès de la mise en œuvre, la session permettrait de défendre les intérêts des PEID pour s'assurer que leurs inquiétudes seront bien examinées lors d'une session dédiée lorsque les fonctions du FPHN seront tranchées.

En contraste avec les sessions précédentes relatives aux PEID, certains représentants des PEID ont signalé que les délégués présents au FPHN proviennent d'une gamme plus large d'États membres et de parties prenantes. Un délégué a exprimé l'espoir que le message général soulignant les partenariats aurait une résonance et assurerait une place à la discussion sur les PEID au sein du futur FPHN. D'autres ont signalé des négociations en cours et de nouveaux forums potentiels, tels que le Dialogue multipartite de partenariat pour les PEID et la proposition d'une plate-forme PEID dans le cadre de l'ACP, certains se montrant tout de même prudents à l'heure d'assigner des rôles spécifiques au FPHN, en affirmant que, pour le moment, les discussions au sujet des fonctions de FPHN devraient être plus générales.